

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE NEUVE SAINTE CATHERINE (TRAVAUX RÉSEAUX ÉLECTRIQUES)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, directeur du département des mobilités durables au sein de la direction générale adjointe des transitions écologiques au quotidien,

Vu la demande en date du 31 juillet 2023 de l'Entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTÈME MAINE BRETAGNE demeurant Zone Industrielle des Touches - 8 boulevard Buffon 53000 LAVAL agissant pour le compte d'ENEDIS,

Considérant que l'exécution de travaux de raccordement et dévoiement de réseaux électriques rue Neuve Sainte Catherine nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans la dite voie,

ARRÊTONS**Article 1^{er}**

Du LUNDI 04 SEPTEMBRE 2023 au VENDREDI 22 SEPTEMBRE 2023, de 08h00 à 17h30, sauf le soir et le week-end, la circulation des véhicules s'effectue rue Neuve Sainte-Catherine, par demi-chaussée avec alternat du sens réglementé par feux tricolores provisoires avec minuterie, dans la section comprise entre la rue Sainte-Catherine et le n°24 de la rue Neuve Sainte-Catherine.

Article 2

Le stationnement des véhicules est interdit rue Neuve Sainte-Catherine, sur huit emplacements, au droit des n°s 20 à 26.

Article 3

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4

Les panneaux réglementaires de signalisation, les feux tricolores provisoires avec minuterie et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

Article 5

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 6

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 7

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 9

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 10

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur du département des
mobilités durables,



Julien HAREL

Affiché le : 1 AOUT 2023

Exécutoire le : 1 AOUT 2023